INSTITUT REGIONAL D'ADMINISTRATION
DE BASTIA

Centre de Ressources Documentaires

SELECTION THEMATIQUE D'ARTICLES

AVRIL – MAI 2009

Quai des martyrs de la libération – BP 317
20297 Bastia Cedex
Tél : 04-95-32-87-00
Mail : paule.rocchesani@ira-bastia.fr

SOMMAIRE

ADMINISTRATION ET FONCTION PUBLIQUE…….. p.3

AMENAGEMENT DU TERRITOIRE……... p.7

AUTORITES ADMINISTRATIVES INDEPENDANTES …….. p.7

COLLECTIVITES TERRITORIALES…….. p.8

DEFENSE…… p.11

DROIT ET INSTITUTIONS……... p.12

EDUCATION……... p.15

ECONOMIE …… p.18

ENVIRONNEMENT……... p.20

FINANCES PUBLIQUES……... p.21

LIBERTES PUBLIQUES…… p.23

MARCHES PUBLICS……. p.23

QUESTIONS EUROPEENNES……. p.24

QUESTIONS INTERNATIONALES……. p.26

QUESTIONS POLITIQUES……... p.27

REGIONS……. P.27

SOCIAL…… p.28

ADMINISTRATION ET FONCTION PUBLIQUE

L'administration n'est plus la voie de l'insertion. / FARGUES Laurent
Acteurs publics (n°54 - Mai 2009) .- pp.36-37
La fonction publique ne constitue pas une bonne voie de reconversion pour les personnes peu qualifiées .Les ministères recherchent avant tout des agents ayant un niveau de diplômes au-delà de bac+3.Près des trois quarts des concours de l'Etat concernent en effet des postes de catégorie A.
Le faible nombre de jeunes recrutés via la procédure de "Pacte" (Parcours d'accès aux carrières de la fonction publique territoriale, hospitalière et d'Etat) est à cet égard significatif (1700 recrutements depuis 2006).
Pour aider les chômeurs à passer le mauvais cap de l'année 2009 les administrations devraient plutôt se tourner vers les contrats aidés. En recourant notamment aux contrats d'accompagnement dans l'emploi (CAE) , mais ces postes ne débouchent que rarement sur des emplois durables.
Sujets : **Fonctionnaires -- Recrutement**
Emplois -- jeunes -- France

La fonction publique, valeur refuge / FARGUES Laurent
Acteurs publics (n°54 - Mai 2009) .- pp.30-33
Les mauvais indicateurs sur le marché du travail, entraînent un afflux de candidats aux concours de la fonction publique. L'année 2009 ne devrait pas échapper à la règle. Reste aux administrations à anticiper le phénomène, pour recruter les bons profils.
Sujets : **Fonction publique -- Concours -- France**
Fonctionnaires -- Recrutement

Organisations internationales : les hauts fonctionnaires français ont la cote / FARGUES Laurent
Acteurs publics (n°53 - Avril 2009) .- pp.30-35
La formation des élites de l'administration française n'est pas dépassée si l'on en juge par les postes occupés dans les instances internationales .Mais ces bons résultats pourraient être encore mieux exploités : état des lieux.
Sujets : **Hauts fonctionnaires**

Les cabinets ministériels ont-ils trop de poids? / SIDANER Xavier
Acteurs publics (n°53 - Avril 2009) .- pp.58-60
Les cabinets ministériels ne sont pas une exception française. Mais une spécificité nationale existe dans les rapports que ceux-ci entretiennent avec les hauts fonctionnaires. Source de confusion pour Bernard Brunhes, consultant, la distinction entre le politique et l'administratif apparaît artificielle à Olivier Schrameck, ancien directeur de cabinet.
Sujets : **Cabinets ministériels**

Les services à compétence nationale. - Des services créés au rebours de la dualité organique dans l'administration d'Etat. Des services portés au secours de l'unité organique de l'administration d'Etat / DELAUNAY Benoît
Droit administratif (n°4 - 04/2009) .- pp.7-12
Cet article fait le point sur l'origine et les missions des services à compétence nationale, dénués de la personnalité morale et exploités en régie directe par l'administration d'Etat. Ces services disposent

d'une autonomie plus importante que les administrations centrales et constituent une catégorie tierce de services de l'Etat.

Sujets : **Administration publique**

Ministère de la culture : inutilité, nécessité ? / PONTIER Jean-marie
L'Actualité juridique. Droit administratif (AJDA) (n°12/2009 - 06/04/2009) .- pp.634-636
Le décret n°59-212 du 3 février 1959 signe l'acte de naissance de ministère de la culture par le transfert du ministère de l'éducation nationale à ce nouveau portefeuille, des attributions concernant les directions des arts et lettres, de l'architecture, des archives de France, ainsi que des services relevant du haut commissariat à la jeunesse et aux sports.
Cinquante ans après cet événement, l'existence même de ce ministère est toujours, de manière récurrente, remise en cause (y compris de part d'un ancien titulaire de ce portefeuille). Cette étude se veut avant tout un plaidoyer en faveur de son maintien. La culture est certes enserrée au sein d'une structure administrative des plus communes et qui pourrait rigidifier une activité qui ne doit surtout pas l'être. Mais elle a au moins le mérite d'exister, et tant pis si la créativité qu'elle est censé stimuler est parfois soumise aux arbitrages politiques.

Sujets : **France.Ministère de la culture**

Les clauses des contrats de la fonction publique territoriale / BENTOLILA Pierre
L'Actualité juridique. Fonctions publiques (AJFP) (n°3/2009 - 05/2009) .- p. 146-153
Les contrats de recrutements d'agents non titulaires dans la fonction publique territoriale sont contraints de respecter le bloc de légalité. Ils ne sont par contre soumis à aucune modélisation législative ou réglementaire, ce qui permet d'inclure des clauses particulières selon la volonté des deux parties.

Sujets : **Fonction publique**
Agents non titulaires

La formation professionnelle des agents publics tout au long de la vie : une transposition du droit privé / GOMEZ-MUSTEL Marie-José , SOUBIROUS Philippe
L'Actualité juridique. Fonctions publiques (AJFP) (n°2/2009 - 03/2009) .- pp.60-67
C'est la loi de modernisation de la fonction publique du 2 février 2008 qui attribue aux agents de la FP de nouveaux droits à la formation professionnelle tout au long de la vie. Cette étude relate la façon (très imparfaite selon l'auteur) dont fût négocié l'accord cadre du 21 novembre 2006, à l'origine de la loi. Un second segment de cette étude évalue les apports et les risques de la réforme, qui se caractérise par une redistribution de l'initiative des acteurs et par une nouvelle articulation des droits à formation avec le plan de formation.

Sujets : **Fonctionnaires -- Formation**

Du nouveau pour les retraites de la fonction publique / SAVIGNAC Jean-charles
L'ENA hors les murs (n°389 - 03/2009) .- pp.69-71
La loi n°2008-1330 du 17/12/08 de financement de la sécurité sociale pour 2009 et la loi de finances rectificative pour 2008 apportent nombre de changement au régime de pension des fonctionnaires : :
1. la fin des clauses " couperet " (levée des obstacles empêchant les agents publics, âgés de moins de soixante-cinq, de poursuivre leur activité)
2. Il n'est plus possible de racheter des trimestres d'assurance pour accéder au dispositif de départ anticipé à la retraite
3. Une surcôte de la retraite plus attractive pour les agents poursuivants leur activité

4. Un nouveau mode de revalorisation des pensions. Désormais, le coefficient de revalorisation devra refléter l'évolution des prix à la consommation, hors tabac, et sera arrêtée chaque année au 1er avril
5. La fin progressive des " surpensions " de l'outre-mer
6. la liberté de cumul de la pension de retraite et d'une activité professionnelle.
Sujets : **Retraite**

Booster la mobilité interne des agents / PARNAUDEAU Maud
La Gazette des communes, des départements, des régions (n°1983 - 25/05/2009) .- pp. 70-71
La mobilité interne apparaît comme un levier essentiel dans la gestion des ressources humaines. La formalisation du dispositif permet de dédramatiser le processus.
Sujets : **Mobilité professionnelle**
Ressources humaines

Cumul d'activités et prise illégale d'intérêts / COTTIGNES Sébastien , DALLE-CRODE Sylvain
La Gazette des communes, des départements, des régions (n°1982 - 18/05/2009) .- pp. 58-63
Le principe du cumul d'une activité publique principale avec une autre activité est admise dès lors que cette dernière ne porte pas atteinte au bon fonctionnement normal, à l'indépendance et à la neutralité du service et qu'elle conserve un caractère accessoire. En fonction du risque, un contrôle est effectué par la commission de déontologie.
Sujets : **Fonctionnaires -- Emploi dans le privé**

Avis de tempête sur la culture générale et l'orthographe. / CAUDEN Joël
Les Cahiers de la fonction publique et de l'administration (n°288 - Avril 2009) .- pp.29-30
Le ministre chargé de la Fonction publique, a annoncé en décembre 2008 son intention de réformer les épreuves des concours d'accès à la fonction publique, ceci afin de favoriser notamment le recrutement d'enfants provenant de familles issues de l'immigration. Pour accroître la diversité dans la société française trois projets de réforme ont donc été envisagés. Ils concernent les concours administratifs mais aussi les épreuves du baccalauréat et même l'orthographe. Il s'agirait de supprimer les épreuves de culture générale aux concours administratifs et de la dissertation en français aux épreuves du baccalauréat, cette épreuve étant considérée comme trop élitiste.
Certains plaident aussi pour une "ortografe" simplifiée. La réflexion sur le sujet se poursuit.
Sujets : **Fonction publique -- Concours -- France**

Les IPAG-CPAG à la croisée des chemins / LEPAGNOT Christian
Les Cahiers de la fonction publique et de l'administration (n°288 - Avril 2009) .- pp.28
La conférence des directeurs d'IPAG-CPAG qui s'est tenue à l'université de Nanchang en octobre 2008 a tenté de préciser la fonction des centres et des instituts de préparation aux concours de recrutement de l'administration générale alors que se mettent en place les dispositifs nés de quatre réformes .Celle créant l'autonomie des universités (loi Pécresse du 1er août 2007), celle déjà ancienne imposant le système LMD(licence-master-doctorat), celle aménageant le concours des Instituts régionaux d'administration (juin 2008), et enfin celle introduisant des classes préparatoires intégrées dans les écoles administratives.
La réforme des structures d'apprentissage aux métiers publics est donc largement entamée.
Sujets : **Fonction publique -- Concours -- France**
Classes préparatoires

Quid du Rapport Le Bris sur la formation des fonctionnaires ? / CAUDEN Joël
Les Cahiers de la fonction publique et de l'administration (n°288 - Avril 2009) .- pp.26-27
Le "Rapport Le Bris" ouvre la voie à des perspectives pour la formation des agents publics mais il pourrait aussi provoquer des changements plus profonds dans le système de la fonction publique à la française. Il propose des moyens de formation révisés et nouveaux ainsi que des changements dans la gestion des ressources humaines. La mise en oeuvre de ces recommandations favoriserait sans doute le rapprochement des trois fonctions publiques mais l'orientation vers une fonction publique d'emploi pourrait soulever de sérieuses réticences. Commentaires et interrogations de l'auteur l'ont amené à cette conclusion.

Sujets : **Administration publique -- Réforme -- France**

Quel avenir pour le dialogue social ? / SALON Serge , SAVIGNAC Jean-charles , GUYOMAR Mattias , BOEUF Jean-luc , SIWEK-POUYDESSEAU Jeanne , TUCHSCHERER Emmanuel
Les Cahiers de la fonction publique et de l'administration (n°288 - Avril 2009)
Suite d'articles :
-La participation dans la fonction publique : comment le rêve devient réalité / par Serge SALON
-Des conseils supérieurs si proches mais si différents / par Jean-Charles SAVIGNAC
-Le rôle des Comités techniques paritaires / par Mattias GUYOMAR
Le dialogue social en collectivité : participation, concertation, partage / par Jean-Luc BOEUF
-Quel dialogue social ?/ par Jeanne SIWEK-POUYDESSEAU
-La rénovation du dialogue social et les évolutions du paritarisme /par EMMANUEL TUCHSCHERER

Sujets : **Partenaires sociaux -- France**
Fonction publique -- Syndicats

Formation syndicale / SALON Serge
Les Cahiers de la fonction publique et de l'administration (n°287 - Mars 2009) .- p.23
L'arrêté du 13 janvier 2009 fixe la liste des centres et instituts agrées autorisés à délivrer une formation syndicale aux fonctionnaires en activité.
Liste de ces centres.

Sujets : **Syndicats**

La formation continue des fonctionnaires / GUYOMAR Mattias , SALON Serge , DORDEVIC Sacha , CAUDEN Joël , CAUDEN Isabelle , MORVAN Guy , WILL-MULLER Evelyne
Les Cahiers de la fonction publique et de l'administration (n°287 - Mars 2009)
Le Comité d'enquête sur le coût et le rendement des services publics a rendu en juillet 2008 un rapport présenté par Béatrice GILLE, inspectrice générale de l'administration de l'Education nationale et de la Recherche, consacré à La formation continue des agents de la fonction publique de l'Etat.
Remarquable état des lieux, il formule un certain nombre de propositions auxquelles il est fait écho dans les articles qui suivent.
-La formation continue dans la fonction publique d'Etat / par Mattias GUYOMAR
-La formation continue : mise en perspective historique / par Serge SALON
-Le DIF, un compromis entre agent et employeur - par Sacha DORDEVIC
-Comment élaborer un plan de formation ?/ par Joël CAUDEN
-Plan de formation : les bonnes pratiques du privé / par Isabelle CAUDEN
-Réforme de la formation : les outils pour accompagner la territoriale / par Guy MORVAN
-L'INET : intégration , professionnalisation et perfectionnement des cadres / Par Evelyne WILL-MULLER

Sujets : **Fonctionnaires -- Formation**
Éducation permanente

Le service public de demain / Collectif
Problèmes économiques (n°2.967 - 18/03/2009) .- pp. 1-31
La révision générale des politiques publiques (RGPP) devrait permettre de réduire les dépenses de fonctionnement, de personnel et de transferts de l'Etat. D'autres pays européens sont déjà passés d'un Etat producteur à un Etat régulateur, s'accompagnant généralement de la création d'agences dont le degré d'autonomie administrative varie d'un pays à l'autre. La réforme de l'Etat modifie peu à peu l'organisation de l'administration publique, avec un début de processus de privatisation des services publics : il en va ainsi pour le courrier dont la libéralisation totale doit être effective en 2011. Par ailleurs, en France, les collectivités locales ont moins de compétences que dans certains Etats de l'Union européenne, comme le Danemark. C'est pourquoi la réforme de l'organisation territoriale, proposée par le rapport Balladur remis au début du mois de mars 2009, devrait tendre vers une gestion des finances locales plus efficace.
Sujets : **Fonction publique -- Réforme**

AMENAGEMENT DU TERRITOIRE

Le droit des transports face à la concurrence et à la décentralisation / BROUSSOLLE Denis , NICINSKI Sophie , RICHER Laurent , et al.
L'Actualité juridique. Droit administratif (AJDA) (n°19/2009 - 25/05/2009) .- pp.1020-1042
Au cours des trente dernières années, les transports collectifs sont passés d'un dirigisme étatique à une gestion publique décentralisée et partagée. Les transports ferroviaires et les transports urbains se sont ouverts à la concurrence et à la privatisation dans le cadre de l'application du Traité de Rome. Mais l'impératif de maintenir des obligations de service public, impliquera-t-il une mutation du droit des transport en un droit spécial ?
Sujets : **Transport**
Chemins de fer
Transports urbains

Environnement. La trame verte et bleue tisse lentement sa toile / LESQUEL Emmanuelle
La Gazette des communes, des départements, des régions (n°1979 - 27/04/2009) .- pp. 30-32
La trame verte est un outil d'aménagement du territoire, destinée à enrayer la dégradation de la biodiversité. Elle fait partie des objectifs du Grenelle de l'environnement, mais s'avère complexe à mettre en place.
Sujets : **Aménagement du territoire**

AUTORITES ADMINISTRATIVES INDEPENDANTES

La nature juridique de l'Autorité de la concurrence / POÉSY René
L'Actualité juridique. Droit administratif (AJDA) (n°7/2009 - 02/03/2009) .- pp.347-353
C'est l'Autorité de la concurrence qui remplace le Conseil de la concurrence (créée par la loi n°2008-776 du 4 août 2008 de modernisation de l'économie). Cette nouvelle instance de régulation de la concurrence tout en revendiquant une filiation avec sa devancière, dispose de pouvoirs de contrôle et d'investigations accrus qui se justifient. Mais la qualification d'autorité administrative indépendante (AAI) est nettement plus contestable comme le démontre cette étude juridique.
Sujets : **Autorités Administratives Indépendantes**
Concurrence

COLLECTIVITES TERRITORIALES

Le rapport du comité Balladur / NOGUELLOU Rozen
Droit administratif (n°04 - 04/2009) .- p. 3
Ce rapport présenté le 5 mars 2009 préconise une réforme importante des structures locales rendue nécessaire pour les raisons ci-après :
- l'état des finances locales,
- l'enchevêtrement des compétences locales,
- l'émiettement des structures territoriales,
- les particularités de certaines collectivités (région Ile de France, Corse, Outre-mer).
Des solutions sont proposées :
- la simplification des structures (réduction à 15 régions) et élection unique des conseillers territoriaux (regroupement des conseillers généraux et régionaux)
- suppression de la clause générale de compétence pour le département et la région, seul le niveau communal garderait cette compétence,
- modernisation de l'assiette des impôts directs locaux,
- création d'une collectivité territoriale à statut particulier (grand Paris) et pour l'outre-mer, une collectivité unique remplacerait les départements et régions.
Sujets : **Collectivités locales**

Le rapport du comité Balladur sur la réforme des collectivités territoriales : bonnes raisons, fausses solutions ? / FAURE Bertrand
L'Actualité juridique. Droit administratif (AJDA) (n°16/2009 - 04/05/2009) .- pp.859-865
Les propositions émises à l'issue des travaux du comité de réflexion et de proposition sur la modernisation et le rééquilibrage des institutions de la Ve République, supposaient une réforme d'une envergure inégalée. En réalité, elles s'inscriront très certainement dans la continuité des actes I (1982) et II (2003) de la décentralisation. Les bouleversements institutionnels proposés s'appuient sur la mise en œuvre d'une nouvelle rationalité économique et gestionnaire, qui prend le pas et sous-estime peut-être les limites du droit constitutionnel et l'infinie difficulté à réformer l'organisation administrative classique. Ainsi l'insertion de certaines propositions pourraient se heurter à la logique du droit public française et se briser contre notre logique démocratique.
Sujets : **Administration publique -- Réforme**

Les principes fondamentaux et règles jurisprudentielles de la procédure de délégation d'un service public local / ARANJO Christophe de
L'Actualité juridique. Droit administratif (AJDA) (n°13/2009 - 13/04/2009) .- pp.690-695
La passation des conventions de délégation de service public local à longtemps été à l'origine d'affaires de corruption. Pour lutter contre ce fléau, les pouvoirs publics ont instauré au début des années 90 des règles procédurales très rigides afin de garantir le respect des trois grands principes fondamentaux dans ce domaine et qui sont : la recherche de l'efficacité, le respect de la démocratie et le souci de la transparence. La justice administrative tente de trouver un point d'équilibre dans l'application de ces trois principes.
Sujets : **Services municipaux**

Police municipale estivale (1). Les arrêtés municipaux "tenue décente" / DELIANCOURT Samuel
La Gazette des communes, des départements, des régions (n°1979 - 27/04/2009) .- pp. 54-55
Cet article analyse jusqu'où la décence relève des pouvoirs de police du maire.
Sujets : **Police municipale**

Police municipale estivale (2). La légalité des arrêtés anti-mendicité / DELIANCOURT Samuel
La Gazette des communes, des départements, des régions (n°1981 - 11/02/2009) .- pp. 60-61
Depuis l'entrée en vigueur du nouveau code pénal, les arrêtés dits 'anti-mendicité" doivent être justifiés par des circonstances locales et proportionnés à l'objectif recherché.
Sujets : **Police municipale**
Mendicité

Démocratie locale. Créer de nouvelles formes de concertation / RICHARD Raphaël
La Gazette des communes, des départements, des régions (n°1981 - 11/05/2009) .- pp. 32-33
De nouvelles formes de consultation de la population, ainsi que de nouveaux espaces de débat ont vu le jour, les conseils de quartier ayant été souvent critiqués.
Sujets : **Démocratie locale**

Tourisme. Les collectivités face aux nouvelles pratiques / VAN SANTEN Danielle
La Gazette des communes, des départements, des régions (n°1981 - 11/05/2009) .- pp. 24-31
Même si, actuellement, la France est la première destination touristique au monde, la compétition internationale oblige les collectivités à toujours faire plus pour prolonger les durées de séjour des touristes, fidéliser leur clientèle et s'adapter aux nouveaux modes de consommation touristique. L'industrie touristique représente un gisement d'emplois "non délocalisables" et va de pair avec le développement durable, au bénéfice de tous, habitants et touristes. Seuls des professionnels peuvent répondre à la diversité d'un public souvent exigeant quand aux prestations qui lui sont offertes. Ainsi, le choix de la structure destinée à promouvoir le territoire ou à gérer un site touristique doit être à la mesure des ambitions des collectivités.
Sujets : **Tourisme**

Transport. Covoiturage et autopartage, des solutions alternatives / FARRUGIA-TAYAR Claudine , LAFOSSE Laurence
La Gazette des communes, des départements, des régions (n°1976 - 06/04/2009) .- pp. 22-29
Le projet "Grenelle 2" souhaite lutter contre l'utilisation de la voiture par une seule personne. Ainsi, les municipalités pourraient offrir une nouvelle forme de transport non couverte par les modes classiques (tramways, bus, ...), telles que l'autopartage ou le covoiturage. Les habitants des zones périurbaines fortement touchés par les hausses de carburant, ainsi que les étudiants souvent pénalisés par un manque de desserte en zones universitaires seraient très certainement des usagers de cette nouvelle offre de transport. Des modes de gestion différents peuvent être adoptés par les collectivités, les villes de Toulouse ou de Lille pouvant servir d'exemples puisqu'elles ont déjà mis en place ce type de service. Mais les élus attendent de l'Etat des mesures incitatives.
Sujets : **Transports urbains**

Petite enfance. Des solutions inventives pour diversifier l'accueil / FOUIN Michèle , GIRARD Hélène
La Gazette des communes, des départements, des régions (n°1979 - 27/04/2009) .- pp. 22-29
L'objectif de créer 400 000 places d'accueil d'ici 2012 est passé à 200 000 en ce début d'année, et les collectivités reprochent un manque de cohérence globale à cette politique. Les besoins sont pourtant là, et même si l'accueil collectif pèse lourd dans les finances des collectivités, il constitue un argument de poids pour l'implantation des populations jeunes ainsi que des entreprises., et est reconnu comme étant un moyen efficace de lutte contre les inégalités, tant pour les enfants que pour les parents. Ainsi, le retour à l'emploi de parents isolés ou bénéficiaires de minima sociaux constitue un enjeu pour les collectivités, compte-tenu de la crise économique, et de la mise en oeuvre prochaine du revenu de solidarité active (RSA). Les collectivités font preuve d'inventivité pour répondre aux nouvelles exigences de la Cnaf.
Sujets : **Petite enfance**
Garde d'enfants
Garderies

Chambres consulaires. L'impact de la réforme pour les collectivités / FAGNART Sylvie
La Gazette des communes, des départements, des régions (n°1978 - 20/04/2009) .- pp. 22-29
Les chambres de commerce et d'industrie (CCI) participent elles aussi à la RGPP, et leur nombre doit diminuer. Désormais, ce sont les CCIR, au niveau régional, qui constitueront l'émanation des CCIT (les chambres territoriales), et qui lèveront l'impôt. Le cas de l'Ile-de-France pourrait servir d'exemple pour l'agencement futur du réseau tout entier. De leur côté, les conseils régionaux attendent avec impatience l'institution régionale renforcée des CCI pour approfondir des partenariats, déjà nombreux entre le secteur public local et le monde consulaire. Par contre, certains auraient souhaité une clarification des compétences de chacun.
Sujets : **Chambres de commerce**
Administration publique – Réforme

Comment rapprocher la ville et l'université ? / THOUVENOT Agnès
La Gazette des communes, des départements, des régions (n°1978 - 20/04/2009) .- pp. 30-32
La question de la responsabilité sociale des universités commence à se poser. Un partenariat entre la ville et son université, comme à Valence, permet de coordonner les services interuniversitaires et développer l'offre de formation sur le territoire. Un autre de leur objectif a été de placer l'université au coeur de la ville dans un souci de mixité. Mais ce type de partenariat se fait encore trop rare.
Sujets : **Universités**

Urbanisme. Le Scot, clé de voûte de la planification / GERBEAU Delphine , JOANNES Jean-Marc
La Gazette des communes, des départements, des régions (n°1975 - 30/03/2009) .- pp. 22-29
Le schéma de cohérence territorial (Scot), crée par la loi relative à la solidarité et au renouvellement urbain (13/12/2000), et confié aux collectivités locales, constitue une petite révolution dans la planification. Placé au sommet de la pyramide de la planification, il s'impose à l'ensemble des autres documents. Les premières approbations datant de 2006, les Scot commencent tout juste à faire vivre les territoires, et les bilans montrent une grande variété de projets. Selon les spécialistes ils n'ont pas vocation à être appliqués sur l'ensemble du territoire : étant donné que la mise en place d'un Scot traduit des résultats de travail mené sur quatre à cinq ans, ils doivent s'appliquer pour un grand équipement structurant ou une nécessité d'intervention particulière. Aujourd'hui 10% du territoire est couvert par un Scot, mais ils vont tendre à se développer puisque le projet de loi Grenelle 2 promeut l'urbanisme à l'échelle intercommunale.
Sujets : **Urbanisme**

Un accueil adapté aux vacanciers handicapés / CHAUDIEU Emmanuelle
La Gazette des communes, des départements, des régions (n°1976 - 06/04/2009) .- pp. 30-32
Les communes touristiques s'appuient sur le label national "Tourisme et handicap" pour proposer un accueil adapté à la clientèle handicapée.
Sujets : **Handicapés -- Voyages**

Livre blanc sur l'action sociale territoriale / Union nationale des centres communaux d'action sociale (UNCCAS)
La Gazette des communes, des départements, des régions (n°2/1976 - 06/04/2009) .- pp. 173-193
Ce rapport présente un état des lieux de l'activité des 3600 centres communaux (CCAS) et intercommunaux (CIAS), ainsi qu'une réflexion sur l'avenir de l'action sociale locale.
Sujets : **Action sociale**

DEFENSE

Défense et sécurité nationale : après le livre blanc / DELON Francis , RIOLACCI Jean , MOREAU DEFARGES Philippe , BRIENS Martin , GEORGELIN Jean-Louis , PECHENARD Michel , PONGE François , MOUTON Georges-Henri , LUCAS François-Xavier , JOUNOT Yann , DARY Bruno , DESCLAUX Gilles , TANDONNET Jean , PERRET Alain , HENRY Jean-Jacques , BERMANN Sylvie-Agnès , RIPERT Jean-Maurice , ROGER Christine , TEULE Jean-Pierre , TEISSIER Guy , DAUBIGNY Jean , MALGORN Bernadette , MASSE Henri , DEVEZE jacques , PELLEGRIN Laurent , NIQUET Bernard , COLLET-BILLON Laurent , LOBSTEIN Jean-Louis , GRASSET Bernard
Administration (n°221 - Mars-Avril 2009)
Consacré à la Défense et la sécurité nationale, ce dossier comporte cinq volets :
-L'évolution des menaces et du contexte stratégique.
-La stratégie de sécurité nationale et les fonctions de la Défense.
-Sécurité collective et Défense européenne.
-L'organisation des pouvoirs publics.
-La réorientation de l'effort de Défense.
-Le patrimoine historique de la Défense
Sujets : **Défense**

Liberté d'expression collective des militaires : état du droit et développements jurisprudentiels récents / CIAVALDINI Marc , MILLET Jérôme
L'Actualité juridique. Droit administratif (AJDA) (n°18/2009 - 18/05/2009) .- pp.961-964
L'interdiction faite aux militaires d'accéder à la liberté syndicale, conduit nombre d'entre eux à se constituer en associations de défense de leurs intérêts. Mais, deux arrêts du Conseil d'État sont venus souligner, en s'appuyant sur le statut général des militaires, l'interdiction qui leur est faite de se constituer en groupements professionnels. Si la position du juge administratif est conforme à la volonté du législateur, elle méconnaît le droit communautaire en matière. Certaines armées européennes ont acquis le droit de se syndiquer.
Sujets : **Militaires**

La réforme de l'outil de défense français - Les outils de modernisation;Les constats;Les objectifs / COSTE Frédéric
Regards sur l'actualité (n°349 - 03/2009) .- pp. 85-96
L'auteur fait le point sur les profondes réformes de la défense française depuis la seconde guerre mondiale.
Son organisation et son fonctionnement ont été touchés du fait des variations de politique nationale, des évolutions techniques et des modifications du contexte international.
La RGPP et le livre blanc ont permis de définir un nouveau format pour les armées (moins de fonctions de soutien et plus d'affectation sur des postes opérationnels).
Les rédacteurs du livre blanc recommandent de porter l'effort budgétaire sur l'amélioration de la disponibilité, sur la modernisation des équipements et sur le programme de renseignement afin de renforcer les capacités d'écoute et d'observation, la protection des forces (humaines et matérielles)et la lutte informatique.
Sujets : **Défense**
Administration publique -- Réforme

DROIT ET INSTITUTIONS

La valorisation du patrimoine immatériel de l'Etat
/ MALWE Claire
Droit administratif (n°4 - 04/2009) .- pp.32-34
L'auteur fait le point sur la réglementation portant sur la valorisation de certains services rendus par l'Etat .
Par deux décrets en date du 10 février 2009, l'Etat poursuit la logique de valorisation de son patrimoine immatériel.
Sujets : **Domaine public**

L'évolution du droit de la commande publique, quelques commentaires et réflexions / PEYRICAL Jean-marc
L'Actualité juridique. Droit administratif (AJDA) (n°18/2009 - 18/05/2009) .- pp.965-972
Le droit de la commande publique est soumis à un mouvement de réforme continuel. En dehors de ce constat de forme, l'auteur tente ici de dégager les grandes tendances de fonds, à l'origine de ces bouleversements permanents. Il en déduit que le législateur favorise par là-même : la liberté contractuelle du pouvoir adjudicateur, la mutualisation toujours plus poussé de la commande publique, le recul de la collégialité au sein de la commande publique (réduction du champ d'intervention des commissions d'appel d'offres - CAO), et enfin la consolidation du pouvoir des juges pour réguler les contrats administratifs.
Sujets : **Approvisionnement public**

Regards croisés droit public-droit privé / BOULOUIS Nicolas , CASTAING Cécile , CHÉNÉDÉ François
L'Actualité juridique. Droit administratif (AJDA) (n°17/2009 - 11/05/2009) .- pp.913-928
Il existe de plus en plus de passerelles entre le droit administratif et le droit privé. C'est surtout le cas pour le droit des contrats, qui stigmatise parfaitement le fait que le droit public et le le droit privé entretiennent des échanges réciproques (ex : article de l'AJDA du 30/03/09 : l'obligation de publicité et de mise en concurrence dérive du droit de la concurrence).

L'exemple pris ici de la justice française est également éloquent. Elle entre dans une ère nouvelle de productivisme et d'efficacité sous l'effet des exigences introduites par le new management public.

Sujets : **Droit comparé**

À propos de l'obligation faite au gouvernement de prendre des règlements d'exécution des lois. Quelques leçons à tirer de l'état du droit / BECHILLON Denys de

L'Actualité juridique. Droit administratif (AJDA) (n°13/2009 - 13/04/2009) .- pp.686-689

Le pouvoir exécutif est souvent l'objet de virulentes critiques pour le retard pris à l'édiction des décrets d'application des lois. Si certains pensent que des mesures contraignantes devraient être prises, l'auteur démontre qu'un arsenal juridique existe déjà ; il tente de nous faire comprendre que certaines mesures coercitives ne produisent pas les effets escomptés.

Sujets : **Pouvoir exécutif**
Sécurité juridique

La valorisation par l'État de son patrimoine immatériel / DREYFUS Jean-david

L'Actualité juridique. Droit administratif (AJDA) (n°13/2009 - 13/04/2009) .- pp.696-698

Ce sont deux décrets du 10 février 2009 (n°2009-151 et n°2009-152, parus JO du 12/02) qui posent les jalons de la valorisation des licences, brevets, fréquences, marques, savoir-faire, bases de données, droit d'accès et image détenus par l'État et estimés à 1 milliard d'€. Mais l'auteur s'interroge sur la légitimité d'une telle exploitation commerciale du domaine public.

Sujets : **Domaine public**

Le décret du 8 décembre 2008 : un nouvel éclairage sur le "droit souverain" ? / COMBEAU Pascal , FORMERY Simon-louis

L'Actualité juridique. Droit administratif (AJDA) (n°15/2009 - 27/04/2009) .- pp.809-816

Le décret n°2008-1281 du 8 décembre 2008 relatif aux conditions de publication des instructions et circulaires réforme complètement les modalités de la publicité des circulaires ministérielles : pour qu'elles puissent s'appliquer, il faudra, à compter du 1er mai 2009, qu'elles soient publiées sur un site internet dédié relevant du Premier ministre. Il s'agit d'un nouvel effort pour sortir de l'ombre et démocratiser le "droit souterrain". Reste à présent à compléter ce dispositif par un nouveau texte qui règlementerait la question de l'invocabilité des circulaires

Sujets : **Actes administratifs**

Le recours d'un concurrent évincé du marché public communautaire : comparaisons franco-allemandes / GERMAIN Jérôme

L'Actualité juridique. Droit administratif (AJDA) (n°9/2009 - 16/03/2009) .- pp.469-471

Cette étude démontre qu'en Allemagne, les possibilités de recours permettant la disparition d'un marché irrégulier sont bien plus importantes qu'en France. L'auteur détaille ici les raisons de cette moindre ouverture au recours. La nouvelle directive Recours devrait cependant gommer quelque peu ce déséquilibre entre le droit allemand et le droit français, en obligeant les 27 à révoquer les marchés entachés d'irrégularités particulièrement graves.

Sujets : **Recours administratifs**

La construction d'un nouveau droit pénitentiaire par le juge administratif / BELDA Béatrice , GUYOMAR Mattias , VIGOUROUX Christian , et al.

L'Actualité juridique. Droit administratif (AJDA) (n°8/2009 - 09/03/2009) .- pp.403-420

Les prisons sont de plus en plus considérées comme des zones de non-droit. Au travers notamment de la statistique inquiétante du nombre de suicides qui s'y produisent, les auteurs du présent dossier affirment que les droits de l'homme n'y sont plus appliqués depuis une décennie et demi. Pour prévenir

et diminuer les suicides en milieu carcéral, le juge administratif tente d'obtenir de la part de l'administration pénitentiaire l'assurance d'une meilleure application des conditions de détention.
Le juge européen a aussi élaboré un corpus juridique européen qui tend à normaliser et à catégoriser le sort des détenus. Enfin, la disparition programmée de la mesure d'ordre intérieur ouvre la voie de recours à l'encontre des mesures prises à l'égard d'une personne condamnée.

Sujets : **Prisons – France**

La publicité et la mise en concurrence dans la délivrance des titres d'occupation domaniale / VAUTROT-SCHWARZ Charles
L'Actualité juridique. Droit administratif (AJDA) (n°11/2009 - 30/03/2009) .- pp.568-575
Contrairement à une certaine idée reçue, c'est le droit de la concurrence qui fonde l'obligation pesant sur tout administration propriétaire, de mettre en concurrence. Le domaine des personnes publiques subit donc la loi du marché, celle de l'offre et de la demande, mais l'obligation à l'égard de l'attribution des titres d'occupation domaniale, puise dans les marchés publics les modalités de sa mise en œuvre. Ainsi, le champ d'application de la délivrance des titres d'occupation domaniale est plus étendu qu'il n'y paraît, même s' il est enserré par les contraintes inhérentes à la domanialité publique et aux impératifs d'intérêt général, toutes deux supérieures à l'impératif de concurrence.

Sujets : **Domaine public**
Concurrence

Vers un redéploiement de la contradiction en droit administratif français / IDOUX Pascale
L'Actualité juridique. Droit administratif (AJDA) (n°12/2009 - 06/04/2009) .- pp.637-644
Le décret n°2009-14 du 7 janvier 2009 relatif au rapporteur public des juridictions administratives et au déroulement de l'audience devant ces juridictions, entérine le changement de dénomination du commissaire du gouvernement (qui devient "rapporteur public"), et renouvelle les fondements de l'organisation du procès administratif. Enfin, on trouve dans ce décret, les ferments d'une nouvelle conception du débat contradictoire.

Sujets : **Commissaires du gouvernement**

Les services sociaux d'intérêt général - Rapport présenté à l'Assemblée nationale en avril 2009 / ROSSO-DEBORD Valérie , CARESCHE Christophe , FORGUES Pierre , LECOU Robert
La Gazette des communes, des départements, des régions (n°2/1981 - 11/05/2009) .- pp. 164-194
Les rapporteurs de ce dossier tentent de démontrer que les services sociaux d'intérêt général (SSIG) tiennent une place essentielle dans le modèle social européen, que le cadre juridique est trop orienté vers les règles de la concurrence, et que, même si une amélioration des règles internes de droit français est possible, il est nécessaire d'établir un cadre législatif communautaire pleinement respectueux du principe de subsidiarité et des compétences des États-membres.

Sujets : **Services sociaux d'intérêt général**

Vidéosurveillance. Le débat continu / JOUANNEAU Hervé
La Gazette des communes, des départements, des régions (n°1974 - 23/03/2009) .- pp. 24-31
La vidéosurveillance est en pleine expansion, mais semble mieux acceptée par la société française. Pourtant, en Grande Bretagne, la chambre des Lords s'inquiète de l'altération du "droit à la vie privé, pierre angulaire de la relation entre l'Etat et le citoyen". De même en France, la CNIL lance une alerte, d'autant plus qu'aucune évaluation n'est établie sur son efficacité. Néanmoins, toutes les études montrent une certaine utilité du dispositif, à condition de respecter certaines règles d'usage. Ainsi, les élus commencent à revoir son utilisation à la baisse, mais sont inquiets du poids que le plan d'équipement ministériel risque de faire peser sur leur budget.

Sujets : **Droits de l'homme**

La simplification du droit / WARSMMAN Jean-Luc
La Gazette des communes, des départements, des régions (n°2/1978 - 20/04/2009) .- pp. 164-186
Extrait du rapport, sorti en décembre 2008, dont les deux derniers chapitres sont reproduits dans leur intégralité. Ils concernent plus particulièrement les collectivités territoriales.
Sujets : **Droit -- Etude et enseignement**

Procédure contentieuse. Le référé suspension / PERCHIRIN David
La Gazette des communes, des départements, des régions (n°1975 - 30/03/2009) .- p. 55
Le juge peut désormais obtenir une décision dans l'urgence pour les trois référés suivants : le référé suspension, le référé liberté et le référé conservatoire. Explications.
Sujets : **Référé administratif**
Urgence (droit public)

Urbanisme - aménagement. Un an de jurisprudence / ANONYME
La Gazette des communes, des départements, des régions (n°2/1975 - 30/03/2009) .- pp. 164-194
Les 140 décisions à retenir de la jurisprudence 2008.
Sujets : **Urbanisme**

La France aux urnes. Soixante ans d'histoire électorale / BRECHON Pierre
Les Etudes de la Documentation française (n°5286-87 - 03/2009) .- 316 p.
Il s'agit de la cinquième édition de cet ouvrage qui se propose de retracer l'histoire électorale française, ainsi que celle des grandes familles politiques de notre pays, et ce depuis la première assemblée constituante de 1945. L'auteur opère une mise en perspective sur le long terme au travers du prisme de la recherche pluridisciplinaire, confrontant des données chiffrées à des analyses politiques, sociologiques et historiques.
Sujets : **Elections**
Science politique

EDUCATION

Travailler avec les inspecteurs / MATRINGE Ghislaine , ORSI Patricia , CHAVANNE Marie - Françoise , BIARD Françoise , BONNEVILLE Philippe , FATRAS Philippe , PERFETTA Chantal , LASSALLE Olivier , MOURIER Jean -Luc
Les Cahiers de l'éducation (n°83 - Mars 2009)
Tandis que les chefs d'établissement affirment leur part de responsabilité pédagogique, les inspecteurs sont appelés à élargir leurs missions, au-delà de la classe et de la discipline, à l'observation de la performance plus globale des établissements.
A travers ce partage des compétences, c'est non seulement le pilotage des établissements qui est en jeu mais aussi toute la problématique de l'évaluation qui lui est étroitement liée. Evaluation des établissements mais aussi évaluation des enseignements.
L'enjeu essentiel de ce " pilotage partagé" est d'en finir enfin avec la séparation sclérosante des fonctions d'enseignement et d'administration et parvenir collectivement à un véritable pilotage pédagogique des établissements.
Sujets : **Inspecteurs de l'enseignement -- France**

Prévenir la violence à l'école : ce qui est autorisé / CHOISNARD Marie-françoise
Les Cahiers de l'éducation (n°83 - 03/2009) .- pp. 21-23
Cet article traite des pouvoirs du chef d'établissement face à la multiplication des actes de violence dans les établissements scolaires. A cet effet, un guide sur la procédure à suivre et une circulaire interministérielle ont été rédigés par la Direction générale de l'enseignement scolaire en 2006. Ce guide est disponible sur le site eduscol-education.

Sujets : **Violence en milieu scolaire**

Les TICE au service de la pédagogie - Politique nationale de développement des TICE et politique d'établissement;Collèges ruraux : réduire la "fracture numérique";ENT : incidences sur le management et le pilotage des établissements;Le collège numérique de demain ... dès aujourd'hui;Le tableau numérique interactif : vers un renouveau des pratiques pédagogiques ; Les TICE dans la pédagogie : quelques exemples;Comment assurer la maintenance des équipements ? / Collectif
Les Cahiers de l'éducation (n°84 - 04/2009) .- pp.5-21
Le développement des TICE (Technologies de l'information et de la communication pour l'éducation) en milieu scolaire peut contribuer à la réussite des élèves grâce à la diversification des démarches pédagogiques et la continuité entre classe et temps extrascolaire. Pour réduire la fracture numérique, notamment en milieu rural, des cyber-bases ont été développées dans les bibliothèques de lecture publique, avec le concours des conseils régionaux. Le fait de mettre en place un espace numérique de travail (ENT) contribue aussi à faciliter la communication au sein de l'établissement scolaire et d'établir des relations plus étroites avec les familles. Le tableau numérique interactif (TNI) constitue un renouveau des pratiques pédagogiques et enrichit leur contenu. L'utilisation des outils informatiques par les professeurs vise à faciliter l'évaluation des élèves (mise en évidence des points forts et des points faibles) et remédier à leurs difficultés.
La mise en oeuvre des nouvelles technologies de l'information et de la communication oblige le chef d'établissement à assurer une importante sécurisation des réseaux et à tenir compte de la gestion et de la maintenance du parc informatique.

Sujets : **Pédagogie**

À l'attention des futurs audités / TAHIER Frédéric
Objectif établissement (n°31 - Hiver 2009) .- pp.9-11
L'audit comptable d'un EPLE arrive tôt ou tard. Il a pour but de sécuriser les processus comptables en place ou, si un contrôle interne est déjà en place, de vérifier sa pertinence par rapport aux standards de la qualité comptable. Afin de préparer au mieux cette échéance, une série de conseils est ici délivrée pour optimiser l'organisation d'une agence et la tenue de la comptabilité.

Sujets : **Vérification comptable**
Vérification interne

Un infocentre incontournable / AOUATE Suzy
Objectif établissement (n°31 - Hiver 2009) .- pp.14-15
Présentation de l'application INDIA (Infocentre National sur la Dépense et les Informations Associées). Adaptée à l'univers de la LOLF dès 2006, INDIA se présente comme un entrepôt de données qui sert d'aide à la décision pour l'ensemble des acteurs de la chaîne financière selon leurs fonctions et le périmètre de leurs responsabilités et de leurs activités (programmation budgétaire, exécution de la dépense ou des recettes, suivi comptable…).

L'infocentre INDIA stocke sur un serveur national, situé à Clermont-Ferrand, des données comptables extraites de bases de données régionales ou d'autres applications telles que ACCORD, PRESAGE, qui permettent ensuite à ses utilisateurs, de construire les tableaux ou les états de synthèse pour satisfaire leur besoin de contrôle et de gestion.

Sujets : **Informatique**

Nouvelles perspectives sur la fonction publique / POCHARD Marcel
Politiques et management public (PMP) (n°2/2008 - Avril 2009) .- p. 1-13
Auteur en 2003, d'un rapport sur les perspectives de la fonction publique, Marcel Pochard, mesure le chemin parcouru depuis cette date, s'interroge sur les difficultés qui subsistent et envisage les évolutions possibles de la GRH.

Sujets : **Fonction publique -- Emplois**

La mobilité géographique pour optimiser la gestion des ressources humaines publiques / MACLOUF Etienne , WIERZBICKI Bruno
Politiques et management public (PMP) (n°2/2008 - Avril 2009) .- p. 53 - 73
La mobilité est souvent utilisée pour optimiser les ressources humaines dans la fonction publique. Elle permet de mettre en adéquation les besoins et les ressources. Elle est fortement utilisée dans les administrations comme le ministère de la Défense. Mais ces impératifs de bonne gestion sont parfois difficiles à concilier avec les situations personnelles et familiales des agents. Deux principes peuvent être mis en place : l'incitation à la mobilité par des dispositifs attractifs et le respect de l'engagement à être mobiles. Des limites doivent cependant être apportées sur le vécu des agents concernés par ces mesures. Il faut être donc être très prudent dans le déploiement d'outils de standardisation et d'automatisation des procédures de mutations.

Sujets : **Fonctionnaires – Mutations**

Eduquer à la GRH dans les organisations publiques : un processus tiré par la demande ou par les connaissances ? / CHANUT Véronique , CHAVAS Hervé
Politiques et management public (PMP) (n°2/2008 - Avril 2009) .- p. 169 - 197
Cet article fait le point sur les processus de formation permanente mis en oeuvre dans le domaine de la gestion des ressources humaines.

Sujets : **Fonction publique**
Administration publique

Professionnaliser la GRH dans la fonction publique de l'Etat en France, une incantation sans effets réels / CHEMLA-LAFAY Annie
Politiques et management public (PMP) (n°2/2008 - Avril 2009) .- p. 111 - 135
L'auteur confronte les idées développées dans les nombreux rapports consacrés à la GRH dans la fonction publique d'Etat, à la réalité de la gestion des ressources humaines sur le terrain. Il semble que seule une gestion des agents par métiers et compétences, à l'image de celle pratiquée dans la fonction publique territoriale, permette la modernisation de la GRH dans les administrations de l'Etat.

Sujets : **Fonction publique -- Emplois**

Le plafonnement des carrières : le cas des techniciens de l'environnement, entre contrainte réglementaire et manque de reconnaissance / MARC Daniel
Politiques et management public (PMP) (n°2/2008 - Avril 2009) .- p. 99 - 110
Cet article étudie le concept de plafonnement de carrière dans la fonction publique. Il devient un enjeu stratégique pour les gestionnaires de ressources humaines confronté à l'allongement des carrières et des âges des agents.

Sujets : **Fonction publique -- Emplois**

LOLF : de l'esprit de la loi à l'émergence de nouveaux principes de GRH / ABRAHAM Jocelyne , BRILLET Franck
Politiques et management public (PMP) (n°2/2008 - Avril 2009) .- p. 15 - 30
Cet article rend compte d'une action de recherche menée entre 2004 et 2007 dans neuf préfectures, sur le thème de la modernisation de la GRH et de la mise en place d'une GPEC.
La Lolf a fortement conditionné ces réformes. Elle ne se limite pas à poser des contraintes financières, elle invite à un changement de logique, en favorisant les pratiques innovantes et la prise de responsabilité. Toutes les conséquences de ces changements sur les pratiques de rationalisation des ressources humaines et la gestion des compétences sont examinées dans la dernière partie de l'article.
Sujets : **Fonction publique -- Réforme**

L'accès des femmes aux emplois supérieurs de la fonction publique : une construction au croisement des itinéraires professionnels et familiaux / LE DOUARIN Laurence , DONIOL-SHAW Ghislaine
Politiques et management public (PMP) (n°2/2008 - Avril 2009) .- p. 75 - 97
La DRH du ministère de l'équipement a fait réaliser une enquête sur le cheminement des femmes occupant des emplois supérieurs au ministère.
Cet article rend compte des résultats. Il met en avant les freins et les difficultés, notamment familiales, qu'elles ont pu rencontrer ainsi que les ressources dans lesquelles elles ont dû puiser pour les surmonter. Il propose un panorama de recommandations à l'usage des DRH et pose la question de leur mise en oeuvre et de leur efficacité.
Sujets : **Fonction publique -- Emplois**

Ecole primaire : réforme et débats - La réforme de l'école primaire : mode d'emploi;Pour la réforme de l'école primaire;Contre la réforme de l'école primaire;Quelle formation pour les enseignants du Primaire ?;L'école maternelle en débat;Faire de nos "instits" des passeurs de langue;Enseignement primaire : une comparaison européenne. / Collectif
Regards sur l'actualité (n°348 - 02/2009) .- pp.1-82
L'école primaire ne remplit pas ses objectifs. Chaque année, 15 % des élèves abordent le collège avec de grandes difficultés, ce qui compromet leur réussite scolaire et ensuite, professionnelle. La France se place derrière nombre de pays occidentaux comparables (États-Unis, Angleterre, Italie, Allemagne, Suède …). La réforme de l'école primaire, mise en œuvre depuis la rentrée 2008, tend à remédier à cette situation. Cependant, elle continue de susciter les critiques et débats. Ce dossier de revue tente de faire le point sur cette problématique.
Sujets : **Enseignement -- Évaluation**

ECONOMIE

La main - d'oeuvre mondiale à l'horizon 2030 : une synthèse du rapport Vigie 2008 de Futuribles International / LAISNEY Céline
Futuribles (n°352 - Mai 2009) .- pp.5-23
Le rapport Vigie 2008 était consacré à la main-d'oeuvre mondiale à l'horizon 2030.
Après un rappel en premier lieu des principales hypothèses, tendances et incertitudes dégagées dans les différents champs balayés par le rapport, il présente quatre grands scénarios :un scénario de marché du travail dual ("aplatissement " du monde et croissance des inégalités), un scénario où le capital humain redevient la préoccupation centrale des Etats dans un contexte de repli protectionniste et, enfin, un scénario plus vertueux de règne de l'entreprise citoyenne.
Sujets : **Main d'oeuvre -- Planification**

Le fonds d'intervention pour les services, l'artisanat et le commerce (Fisac) / LE MOUELLIC Anne
La Gazette des communes, des départements, des régions (n°1983 - 25/05/2009) .- p. 67
Cet article explique et donne le mode d'emploi du Fisac, aide financière apportée aux entreprises dans des cas bien précis.
Sujets : **Subventions**

Les entreprises dans les zones franches urbaines - Avis du Conseil économique et social / BENATSOU Fatiha
La Gazette des communes, des départements, des régions (n°2/1983 - 25/05/2009) .- pp. 188-218
Après avoir présenté le dispositif des zones franches urbaines, ce dossier en dresse un état des lieux après dix ans d'existence, et formule des propositions plaçant l'emploi et les entreprises au coeur de la réflexion sur le devenir des quartiers.
Sujets : **Zones d'entreprises**

Le capitalisme : mutations et diversité - Le capitalisme et ses acteurs : perspective historique;Les spécificités nationales du capitalisme;Le capitalisme financier en question / MONTEL-DUMONT Olivia
Les Cahiers français (n°349 - 03-04/2009) .- 88 p.
Ce dossier apporte les éléments nécessaires à la compréhension de la faillite du capitalisme financier et éclaire les débats actuels sur la nécessité de réformer la gouvernance économique mondiale. Les mesures prises lors du G20, le 2 avril 2009, à Londres, vont dans ce sens.
Sujets : **Capitalisme**
Mondialisation
Economie politique
Crises économiques

La France en 2008. Chronique, politique, économique et sociale / CHARILLON Frédéric , GRECIANO Pierre-alain , LIQUIERE Patrice
Les Etudes de la Documentation française (n°5288 - 04/2009) .- 119 p.
Un panorama des événements advenus dans notre pays en 2008 : l'exécutif et plus encore le Chef de l'État sont l'objet de nombreuses critiques ; la sanction tombe lors de élections municipales, qui marque une large victoire du parti socialiste, pourtant plus divisé que jamais.
Mais l'année 2008 restera marquée par l'arrivée d'une crise financière sans précédent. Le modèle libéral fortement mis à mal, l'État-providence libéral vient au secours du système, et c'est paradoxalement Nicolas Sarkozy qui est l'artisan de cette relégitimation.
Enfin la politique étrangère rompt avec la tradition gaulliste du désengagement transatlantique, tandis que certaines lignes directrices bougent (Union de la Méditerranée et politique de la France en Afrique).
Sujets : **France**

Un État riche peut-il faire faillite ? / Collectif
Problèmes économiques (n°2.968 - 01/04/2009) .- pp. 1-28
Le monde fait face à la plus grande crise économique et financière de l'Après-guerre pour laquelle les États ont été contraints d'intervenir, entraînant une forte hausse de la dette publique. La France, comme les autres pays riches, connaît une de ses pires récessions. Dans de nombreux pays les plans

de relance et mesures de soutien déclenchent la polémique. En Europe, les solidarités au sein de la zone euro tendent à masquer la gravité de la situation, et la crise actuelle fait peser des doutes sur la stabilité de l'Union économique monétaire (UEM). Le recours massif à l'endettement public fait planer le spectre d'un krach obligataire mondial.

Sujets : **Crises économiques**
Crises boursières

ENVIRONNEMENT

Développement durable : l'administration donne l'exemple / SIDANER Xavier
Acteurs publics (n°53 - Avril 2009) .- pp.44-48
Citoyens, entreprises, mais aussi administrations et fonctionnaires sont concernés par le développement durable."Grenelle"oblige.
Dans les administrations centrales et les services déconcentrés, un cadre contraignant, avec des objectifs chiffrés existe désormais.
Fin mars 2009, presque tous les ministères ont bouclé leur plan "administration exemplaire".

Sujets : **Développement durable**

Les problématiques d'un grand fleuve : La Loire
Administration (n°220 - Décembre 2008 - Janvier 2009)
Multiples contributions qui s'attachent à définir, expliquer, commenter les problématiques d'un fleuve - La Loire.
Le dossier comporte quatre volets :
-La Loire sillon de vie
-La Loire, l'apprentissage du développement durable
-La Loire, la construction d'une gouvernance
-La Loire, une dynamique de projets

Sujets : **Cours d'eau**

Climat. Comment financer la maîtrise de l'énergie / LESQUEL Emmanuelle , MADOUI Laurence
La Gazette des communes, des départements, des régions (n°1982 - 18/05/2009) .- pp. 26-33
Le constat est évident : il est urgent de réduire les émissions de gaz à effet de serre (GES) et donc, la consommation d'énergies fossiles. Le paquet "climat-énergie", signé par les pays de l'Union européenne, prévoit de réduire, d'ici à 2020, 20% les consommations, 20% des rejets par rapport à leur niveau en 1990 et porter à 20% la part des énergies renouvelables. Dans ce dispositif de maîtrise de l'énergie, les collectivités ont une part importante, d'une part dans la gestion de leurs bâtiments, d'autre part par le biais de leur politique d'aménagement du territoire, d'urbanisme, de logement et des transports. Actuellement, 72 autorités locales européennes, dont 41 françaises, se sont engagées à aller au-delà des objectifs communautaires. Mais pour y arriver elles vont devoir investir massivement, et les finances publiques n'étant pas au beau fixe, elles devront cibler leurs actions et utiliser les bons outils.

Sujets : **Consommation d'énergie**
Économies d'énergie
Gaz à effet de serre

Energie photovoltaïque : quel montage juridique adéquat ? / LE BAUT-FERRAREZE Bernadette
La Gazette des communes, des départements, des régions (n°1976 - 06/04/2009) .- pp. 50-55
Différents montages juridiques sont possibles pour confier la réalisation et/ou l'exploitation d'une centrale photovoltaïque par une autre personne morale que la collectivité publique : montages immobiliers ou marchés publics relevant soit du Code des marchés publics, soit de la directive "Services" du 31 mars 2004.
Sujets : **Énergie solaire**

Eoliennes. L'inadaptation du code de l'urbanisme / LARROUY-CASTERA Xavier
La Gazette des communes, des départements, des régions (n°1974 - 23/03/2009) .- pp. 56-59
La grande diversité des décisions prises par les préfets d'un département à l'autre fait que, pour un même projet éolien, la position du juge oscille. La solution pourrait être trouvée en incluant l'éolien dans le champ d'application de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement.
Sujets : **Eoliennes**

Eclairage public. Les solutions pour économiser l'énergie / TOUMIT Jean-Louis
La Gazette des communes, des départements, des régions (n°1979 - 27/04/2009) .- pp. 38-40
L'éclairage public représente 47% de la consommation électrique d'une ville et 18% de sa facture énergétique. Dans un souci de développement durable, un schéma directeur d'aménagement lumière ou un plan lumière permettront d'assurer la sécurité de circulation, de confort et l'embellissement, tout en faisant diminuer la facture d'électricité par deux.
Sujets : **Développement durable**

Le retour en grâce du capitalisme familial / Collectif
Problèmes économiques (n°2971 - 13/05/2009) .- pp. 3-32
Dans la plupart des pays occidentaux, les entreprises familiales constituent la forme la plus répandue de l'initiative privée. Si l'évolution économique de ces dernières années en présentait une image démodée, l'effet de la crise les remet au goût du jour. En cause : les échecs des grands groupes internationaux et l'émergence de firmes de taille modeste dans le secteur de la nouvelle économie. Davantage présentes dans des secteurs comme les services, le textile, l'alimentation ou la culture, elles résistent mieux à la crise actuelle. Leur mode de gestion est plus prudente et axée sur le long terme. Les salariés, malgré des salaires moyens un peu bas, y sont fidèles, grâce notamment à une forte valorisation du travail. Le capitalisme familial dose à sa manière les trois variantes du comportement social des agents économiques, soit : la désertion, la revendication et la fidélité. Mais les avantages de ce capital social peuvent se transformer en contraintes lors de la transmission de l'entreprise familiale à une autre génération.
Sujets : **Entreprises familiales**

FINANCES PUBLIQUES

Opérateurs publics (LOLF) / Collectif
Gestion & finances publiques - La revue (n°3-4 - mars-avril 2009) .- pp. 229-325
L'Etat compte environ 650 opérateurs ou catégories d'opérateurs diversifiés, dont la plupart sont des établissements publics. Ce dossier a pour objectif de présenter les différents aspects du concept d'opérateur, au travers de trois aspects principaux :

- les opérateurs, laboratoires de la modernisation de la gestion publique
- les opérateurs de la LOLF
- la tutelle et les contrôles : une évolution nécessaire ?
Sujets : **Tutelle administrative**

Réforme de l'Etat et de la Cour des comptes / SALON Serge
Les Cahiers de la fonction publique et de l'administration (n°287 - Mars 2009) .- pp.20-21
Philippe Séguin, premier président, a présenté le 4 février 2009 le rapport public annuel de la Cour des comptes, lequel présente dans une première partie les observations des juridictions financières et dans une seconde partie traite des suites données aux observations des juridictions financières.
Synthèse de ce rapport.
Sujets : **France. Cour des Comptes (1807-....)**
Finances publiques -- Droit -- France -- 1990-...

Réforme de l'Etat et de la Cour des comptes : intervention de Philippe Seguin / SAVIGNAC Jean-charles
Les Cahiers de la fonction publique et de l'administration (n°287 - Mars 2009) .- pp.21-22
Allocution prononcée par Philippe Seguin le 27 janvier, très remarquée , pour son contenu sur la Réforme de l'Etat mais aussi pour une nouvelle réforme, profonde, annoncée pour les juridictions financières.
Commentaires.
Sujets : **France. Cour des Comptes (1807-....)**
Finances publiques -- Droit -- France -- 1990-...

Les finances locales / LAMBERT Alain , ROBERT Fabrice
Les Etudes de la Documentation française (n°5289 - 04/2009) .- 189 p.
En 2008 les dépenses des collectivités territoriales représente 220 Md€, ce qui en fait le premier investisseur. Pourtant les finances locales sont assises sur des bases mouvantes et fragiles : elles proviennent en grande partie des dotations de l'État, et donc soumises aux arbitraires du pouvoir exécutif, qui vient par ailleurs d'annoncer la fin de la levée de la taxe professionnelle en 2012 ; en outre le relèvement général des taux d'intérêt bancaire (emprunts structurés) met en péril la bonne santé des finances locales.
Cette étude vous permet donc, au delà des aspects conjoncturels, d'appréhender le cadre juridique qui permet aux collectivités de lever des impôts et de décider de l'emploi de leurs ressources.
Sujets : **Finances communales**

L'évolution des finances publiques en 2009 et le budget de l'Etat - Ampleur de la crise difficile à prévoir et révisions des prévisions de croissance ; aléas forts sur les recettes fiscales et mesures prises au titre du plan de relance ; le difficile accord entre réforme de l'Etat et nécessité du plan de relance ; à ce stade, la poursuite de la réduction des effectifs de l'Etat ; un manque de visibilité de la charge de la dette ; une loi de programmation des finances publiques passée au second plan / DESROUSSEAUX Pascal
Regards sur l'actualité (n°349 - 03/2009) .- pp.71-84
L'auteur fait le point sur les répercussions de la crise financière et du retournement de conjoncture économique sur le budget de l'Etat : révisions des prévisions de croissance, augmentation sensible des dépenses (plan de relance de l'économie, recapitalisation du secteur bancaire.....).
Entre les mois d'octobre 2008 et mars 2009, le Parlement a été saisi de six projets de loi de finances.
Sujets : **Finances publiques**

L'évaluation des politiques a-t-elle un avenir ? / ALVENTOSA Jean-Raphaël
Revue française de finances publiques (RFFP) (n°106 - Avril 2009) .- p. 301 - 334
Pour l'auteur, l'évaluation des politiques publiques est un enjeu démocratique. Pour ce faire et éviter de transformer l'évaluation en audit de performance, il faut de l'organisation et de l'indépendance, c'est à dire de la méthode, du temps, de la détermination et beaucoup de raison.
Sujets : **Politique publique -- Évaluation -- Méthodologie**

LIBERTES PUBLIQUES

Sécurité et libertés publiques - Les fichiers légaux et illégaux, outils de surveillance dans les Républiques.;Les fichiers du type Edvirsp sont-ils attentatoires aux libertés ? Contre le fichier Edvirsp et le règne du soupçon. ; vidéoprotection : Big Brother ou outil de lutte contre la délinquance ?L'Europe biométrique contre les libertés ? Le système français de lutte contre le terrorisme et la garantie de l'Etat de droit. / Collectif
Regards sur l'actualité (n°349 - 03/2009) .- pp. 2-70
En septembre 2008 l'opinion publique s'est mobilisée contre le fichier Edwige, devenu Edvirsp ; cette action a amené une réflexion sur la compatibilité entre les exigences de sécurité publique et le respect des libertés individuelles. Ce dossier propose un tour d'horizon des problématiques posées par l'évolution des nouvelles technologies.
Sujets : **Fichiers (informatique)**
Terrorisme -- Lutte contre

MARCHES PUBLICS

Passation des marchés publics de services juridiques et déontologie de l'avocat / COLLET Gaël
L'Actualité juridique. Droit administratif (AJDA) (n°14/2009 - 20/04/2009) .- pp.744-749
L'article 30 du Code des marchés publics impose désormais aux acheteurs publics de concilier le droit des marchés publics en particulier, et le droit administratif en général, avec les règles professionnelles et les principes déontologiques des avocats, telles que la loi n°71-1130 du 31/12/1971 les définit. Cette conciliation prise dans le cadre de la passation de l'exécution des marchés publics de services juridiques implique une adaptation des procédures et des pratiques administratives au statut et aux règles qui régissent la profession d'avocat, et plus généralement aussi, l'exercice du conseil juridique, de la représentation et de l'assistance juridique. Néanmoins, l'auteur pointe du doigt certaines caractéristiques inconciliables entre le droit des marchés publics (la transparence, l'égalité de traitement) et les principes déontologiques de l'avocat (le secret professionnel, interdiction des conflits d'intérêts).
Sujets : **Marchés publics**

Code des marchés publics. Ce qu'il fut retenir de la réforme / PACHEN-LEFÈVRE Marie-Hélène , HEINTZ Mathieu
La Gazette des communes, des départements, des régions (n°1975 - 30/03/2009) .- pp. 48-53
La réforme mise en place en décembre 2008 a un double objectif : clarifier certaines dispositions du Code des marchés publics et mettre en oeuvre le plan de relance de l'économie. Le seuil de non mise en concurrence passe de 4000 à 20 000 € HT. Les marchés de travaux inférieurs à 5 150 000 € HT

peuvent être conclus selon une procédure adaptée. Elle poursuit également l'objectif de dématérialisation des marchés. Les délais de paiement sont réduits et le régime des avances provisoirement assoupli.

Sujets : **Marchés publics -- Codes**

QUESTIONS EUROPEENNES

Les limites de l'Europe sociale : concilier respect de la diversité et intégration des politiques sociales / BARBIER Jean-claude

Futuribles (n°352 - Mai 2009) .- pp.51-67

La présidence française de l'Union européenne s'était donné pour objectif, en 2008, de relancer l'Europe sociale. Mais les communautés politiques nationales demeurent pour l'instant très fermées quand il s'agit de prendre des décisions sociales importantes. Cependant dans le contexte actuel de crise économique, la situation pourrait évoluer et l'auteur nous propose donc trois scénarios d'avenir.

Sujets : **Europe--Politique sociale**

L'Union peut-elle se fixer des limites ? / DREVET Jean-françois

Futuribles (n°351 - Avril 2009) .- pp.63-68

L'auteur analyse la complexité de la réponse à apporter quant aux limites physiques de l'Union .Au final, il s'interroge sur l'opportunité de la définition de ces limites sur le bon fonctionnement de l'Europe.

Sujets : **Pays de l'Union européenne--Frontières**

La république Tchèque et l'Europe / KOZAKOVA Alena , ONISKO Jakub , SLABENAK Martin , et al.

L'ENA hors les murs (n°388 - 01/2009) .- pp.52-70

La République Tchèque est le deuxième pays postcommuniste (après la Slovénie) qui occupe la présidence de l'Union européenne au travers de la direction du Conseil de l'UE (durant tout le premier semestre 2009).

Ce dossier évoque le passage de témoin entre la France et la république Tchèque, et présente divers secteurs d'activité de ce pays (secteur bancaire, la protection du consommateur, la décentralisation, la formation des hauts fonctionnaires...).

Sujets : **Conseil de l'Europe**
République tchèque

L' Europe à l'épreuve de la récession / Collectif

Problèmes économiques (n°2.969 - 15/04/2009) .- pp. 2-33

A l'instar du reste du monde, l'Europe traverse une crise économique et financière d'une extrême gravité. Si les États sont parvenus à s'entendre pour mettre en place des plans de relance, ces derniers apparaissent encore insuffisants pour certains, notamment en comparaison des mesures prises aux Etats-Unis. La faute certainement au manque de leadership et à une intégration économique et monétaire trop avancée par rapport à l'intégration politique. Les pays d'Europe centrale et orientale (PECO) sont les premiers à faire les frais de l'insuffisante coopération économique européenne et d'autres pourraient avoir beaucoup de mal à se financer. La Banque centrale européenne (BCE) est

soumise à une pression de plus en plus forte. Face à cette crise, un élan de "consolidation" de l'Union européenne traverse plusieurs pays, telle l'Irlande qui se verrait prête aujourd'hui à ratifier le traité de Lisbonne. Aussi, l'avenir de l'Europe ne peut que passer par une plus grande volonté politique de la part des dirigeants européens qui doivent repenser les règles et mécanismes de fonctionnement de l'Union.

Sujets : **Economie politique -- Pays de l'Union européenne**

La réalisation de l'espace de liberté, de sécurité et de justice : les États membres à l'épreuve / BARROT Jacques , LARAT Fabrice , MONAR Jörg

Revue française d'administration publique (RFAP) (n°129 - 05/2009) .- pp.5-129

la création d'un espace de liberté, de sécurité et de justice (ELSJ) désigne la mise en commun au niveau européen de compétences régalienne (sécurité intérieure et justice). Cette étude est originale car elle s'attache non pas à des aspects juridiques ou politiques, mais à la mise en oeuvre de l' ELSJ qui passe par l'adaptation des administrations, une mise en réseau et une homogénéisation des systèmes d'information et des bases de données.

Sujets : **Pays de l'Union européenne -- Politique et gouvernement**
Entraide judiciaire européenne

La réforme des procédures des juridictions financières et la convention européenne des droits de l'homme

Revue française de finances publiques (RFFP) (n°106 - Avril 2009) .- p. 11 - 267

Liste des articles qui composent le dossier :
- Le particularisme de la procédure des juridictions financières / E. DOUAT
- Particularisme des procédures des juridictions financières / C. MICHAUT
- L'applicabilité de l'article 6§1 de la Convention Européenne des droits de l'homme aux procédures des juridictions financières / F. SUDRE
- Les juridictions financières et article 6§1 de la CEDH : confrontation des expériences européennes / S. FLIZOT
- La réforme des procédures juridictionnelles des Cours des comptes et la Convention européenne des droits de l'homme. L'expérience portugaise / G. d'Oliveira Martins
- La réception des exigences de la Convention européenne des droits de l'homme par la Cour des comptes / C. Descheemaeker
- La réception des exigences européennes par le Conseil d'Etat / D. Hédary
- Le principe d'égalité des armes et la position du ministère public / C. Picheral
- Sur le principe d'égalité des armes et la position du ministère public / P Van Herzele
- Le cumul des fonctions et l'impartialité objective / H. Surrel
- Le point de vue personnel d'un comptable public sur la jurisprudence Martinie et le droit au prétendu "procès équitable" en matière de jugement des comptes / D. Maupas
- La dualité fonctionnelle des juridictions financières à la lumière du principe d'impartialité structurelle / M. Lascombe
- La dualité fonctionnelle à la lumière du principe d'impartialité structurelle / G. Moreau
- Les remises gracieuses accordées par le ministre des finances / P. Augé
- La juridiction financière en mutation / R. Herzog

Sujets : **Droit européen**

QUESTIONS INTERNATIONALES

La dérive des continents : l'Asie et l'Afrique / CHAPONNIERE Jean-raphaël
Futuribles (n°350 - Mars 2009) .- pp.5-25
Quelle est la réalité de la coopération afro-asiatique ?Après un rappel historique qui montre que les pays d'Asie ne sont pas de nouveaux venus dans le paysage africain, l'auteur présente la nature de leurs relations économiques et commerciales .Il précise la manière dont les pays asiatiques organisent leur "politique d'influence "en Afrique .
Enfin, il présente les principaux enjeux et les perspectives de cette coopération , tenant compte du changement de contexte qu'a entrainé la crise financière de 2008, comme des rivalités entre pays asiatiques.
Sujets : **Chine -- Relations extérieures -- Afrique**
Asie -- Relations extérieures -- Afrique

La démocratie en Afrique / GUEYE Babacar , DU BOIS DE GAUDUSSON Jean , SAKHO Papa Oumar , QUANTIN Patrick , FALL Alioune Badara , HOLO Théodore , KOKOROKO Dodzi , FOUCHER Vincent , MELEDJE Djedjro francisco , PHILIPPE Xavier , ZINSOU Lionel
Pouvoirs (n°129
-La démocratie en Afrique : succès et résistances /B.GUEYE
-La démocratie à l'épreuve de la tradition en Afrique subsaharienne / J-F BAYARD
-Le mimétisme postcolonial, et après? /J.DU BOIS DE GAUDUSSON
-Quelle justice pour la démocratie en Afrique ?/P.O. SAKHO
Suite d'articles :
-La démocratie en Afrique à la recherche d'un modèle /P.QUANTIN
-La Charte africaine des droits de l'homme et des peuples : entre universalisme et régionalisme / A.B.FALL
-Emergence de la justice constitutionnelle / T.HOLO
-Les élections disputées : réussites et échecs / D.KOKOROKO
-Difficiles successions en Afrique subsaharienne : persistance et reconstruction du pouvoir personnel / Vincent FOUCHER
-Le contentieux électoral en Afrique / D.F.MELEDJE
-La démocratie constitutionnelle sud-africaine : un modèle ?/ X.PHILIPPE
-Dynamiques économique et politique / L. ZINSOU
Sujets : **Démocratie -- Afrique**

La Méditerranée : un avenir en question / SUR Serge , CORM Georges , HUNTZINGER Jacques , LACOSTE Yves , PANCRACIO Jean-Paul , SCHMID Dorothée , HENRY Jean-Robert , COURBAGE Youssef , BECKOUCHE Pierre , DELORY Stéphane
Questions internationales (n°36 - Mars-Avril 2009)
La Méditerranée est aujourd'hui marginalisée, elle est devenue une zone de fracture culturelle, économique, politique et sociale.
Ce dossier s'intéresse avant tout à l'avenir et à la résolution de ces problèmes, communs aux riverains de la Méditerranée.
Sujets : **Méditerranée (mer)**
Méditerranée (région) -- Civilisation

QUESTIONS POLITIQUES

Gauche-droite : quels clivages aujourd'hui ? / SAUGER Nicolas
Problèmes politiques et sociaux (n°958 - mars 2009) .- 103 p.
Ce dossier s'interroge sur le sens des notions de gauche et de droite ainsi que sur les valeurs que les acteurs politiques et les électeurs se départagent. Il démontre que le clivage gauche-droite résiste même si les deux pôles se rejoignent sur des thèmes qui les avaient jusqu'alors beaucoup opposés : questions de société voire d'économie. Le dernier point porte sur la question de savoir si la France s'oriente vers un système bipartiste comme aux Etats-Unis.
Sujets : **Partis politiques**
Droite (science politique)

REGIONS

Ces corses pleins aux as
Corsica (n°114 - Mars 2009)
Etude fine des déclarations fiscales faites en Corse .Si celle- ci est surtout riche de ses pauvres, il existe aussi des corses aux revenus très confortables. Ainsi les contribuables assujettis à l'ISF à Ajaccio le sont à un taux de patrimoine moyen supérieur à leurs homologues de...Cannes. Et les contribuables de la plus haute tranche de l'imposition de Ghisonaccia ont un revenu fiscal moyen plus élevé que les Niçois.
Sujets : **Corse (France)**

2008 : flops en stock
Corsica (n°112 - Janvier 2009)
Retour sur l'année 2008 , dans des domaines aussi divers que l'économie, la justice , la politique, les élections etc..
Sujets : **Corse (France) -- Conditions sociales**

La santé sociale des territoires : un indicateur de santé sociale pour les régions françaises / JANY-CATRICE Florence , ZOTTI Rabih
Futuribles (n°350 - Mars 2009) .- pp.65-87
Les auteurs présentent un indicateur de santé sociale (ISS), applicable aux régions françaises, inspiré de celui expérimenté récemment par la région Nord - Pas - de - Calais.
Le constat est fait de manière générale que bonne santé économique et bonne santé sociale ne vont pas systématiquement de pair.
Sujets : **Indicateurs de santé**

Retour sur une région refusée / PONTIER Jean-marie
L'Actualité juridique. Droit administratif (AJDA) (n°15/2009 - 27/04/2009) .- pp.805-808
Au travers d'un retour historique sur l'échec de la réforme régionale et du référendum du 27 avril 1969, cet article se veut être une réflexion sur l'organisation administrative passée, présente et future.
Sujets : **Décentralisation administrative**

SOCIAL

Droit au logement opposable, acte II. Application du recours juridictionnel institué par la loi Dalo : modalité, limites…et avancées / NGUYÊN-DUY Pearl
L'Actualité juridique. Droit administratif (AJDA) (n°10/2009 - 23/03/2009) .- pp.514-520
C'est le tribunal administratif de Paris qui a rendu les premières décisions concernant l'application de la loi n°2007-290 du 5 mars 2007 instituant le droit au logement opposable (Dalo). En ce 5 février 2009, le tribunal enjoint l'État de reloger les demandeurs reconnus prioritaires par la commission de médiation. En outre, ces décisions de justice étaient l'occasion de préciser certaines modalités procédurales dans l'application de ces recours en plein contentieux. Enfin, en dépit des contingences matérielles propres à certaines régions, le juge soumet l'État à une obligation de résultat en matière de logement et d'hébergement.
Sujets : **Logement**

Accession sociale à la propriété dans le parc HLM - Rapport présenté à l'Assemblée nationale en février 2009 / CARRE Olivier
La Gazette des communes, des départements, des régions (n°2/1979 - 27/04/2009) .- pp.156-178
Ce rapport a pour but de démontrer la faisabilité de la vente de logements HLM à des personnes aux revenus modestes, ainsi que l'intérêt de proposer un véritable parcours résidentiel et les impacts positifs de celui-ci sur l'amélioration de l'accès au logement en général, au logement social en particulier.
Sujets : **Logement social**
Accession à la propriété

Vers un système de flexicurité en France ? / KNOL Matthias , POUCHAIN Delphine
Problèmes économiques (n°2.971 - 13/05/2009) .- pp. 33-38
Le taux de chômage a augmenté de 10% en France début 2009, et le plan de relance risque de ne pas avoir les effets escomptés. Le modèle de "flexicurité" danois concilie la flexibilité de l'emploi, sécurité du travailleur et accompagnement des actifs. Les auteurs s'interrogent sur son exportation possible ou non dans notre pays, sachant qu'actuellement nous sommes plus près du modèle anglo-saxon du workfare.
Sujets : **Marché du travail**
Assurance-chômage

Lutter contre la pauvreté. Perspectives face à la crise / DAMON Julien
Problèmes politiques et sociaux (n°957 - février 2009) .- 111 p.
Tous les pays de l'Union européenne ont pour objectif de réduire la pauvreté. Si de nombreux problèmes surgissent, de manière souvent difficilement comparable, se posent des questions similaires de définition, de délimitation et de mise en oeuvre de dispositifs et de prestations aptes à atteindre de tels buts. Ce dossier propose un panorama des approches (de quoi parle-t-on, qui est concerné, que fait-on ?), en insistant sur les transformations récentes attachées à la logique de fixation d'objectifs quantifiés en matière de lutte contre la pauvreté. Des éclairages variés aident à la compréhension du phénomène et des réponses apportées.
Sujets : **Pauvreté -- Politique publique**